

Le gouvernement bruxellois s'accorde sur le budget 2023

L'Echo – Pauline Deglume - 11 octobre 2022

Extraits. Article complet réservé aux lecteurs inscrits gratuitement à L'Echo.

https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/bruxelles/le-gouvernement-bruxellois-s-accorde-sur-le-budget-2023/10419546?utm_source=SIM&utm_medium=email&utm_campaign=20221011_TODAY_EVENING_FR&utm_content=&utm_term=&M_BT=157449431856

Le gouvernement bruxellois a conclu, lui aussi, son conclave budgétaire ce mardi. Une enveloppe de 200 millions d'euros est prévu pour des mesures de soutien énergie.

Les ministres bruxellois sont parvenus à un accord sur le budget 2023 ce mardi après-midi. Si l'annonce suit de peu celle du gouvernement fédéral, la communication officielle se fera néanmoins attendre. De peur d'être relégué dans l'ombre de l'équipe d'Alexander De Croo, l'attelage Vervoort désire, en effet, délivrer les détails de son budget ce mercredi matin seulement.

Que sait-on à ce stade ? L'un des volets les plus attendus concerne évidemment l'énergie. Après avoir analysé les secteurs d'activités les plus sensibles à la hausse des prix du gaz et de l'électricité, la secrétaire d'État à la Transition économique Barbara Trachte (Ecolo) avait fait savoir que **l'exécutif régional fournirait aux entreprises des aides directes**. Au total, **une enveloppe de 200 millions d'euros sera dévolue aux mesures de protections pour l'énergie**. Ce montant comprend tant l'aide destinée aux ménages, qu'aux PME ainsi qu'au secteur non-marchand. Le montant accordé aux ménages les plus démunis via les CPAS s'élèvera à 30 millions d'euros selon la DH.

Alors que la guerre en Ukraine est malheureusement toujours d'actualité, la majorité bruxelloise s'est mise d'accord, selon nos infos, sur **un montant de 50 millions d'euros en 2023 pour continuer à accueillir les réfugiés**

Malgré un contexte budgétaire compliqué, des moyens ont tout de même été dégagés pour des nouvelles politiques jugées prioritaires. Le ministre bruxellois de l'Environnement Alain Maron (Ecolo) dispose ainsi de **23 millions d'euros supplémentaires pour le plan Air-Climat-Énergie (PACE)**. Pour atteindre les objectifs du PACE, il faut notamment accélérer la transition énergétique des bâtiments, ce qui passe notamment par un rehaussement du budget des primes énergie.

En logement, compétence chère au PS, la secrétaire d'État au Logement Nawal Ben Hamou (PS) pourra aussi compter sur des moyens supplémentaires, a priori 25 millions d'euros, qui devront servir à **poursuivre l'acquisition de logements clé sur porte**.

Les mailles apaisées Good Move sont toujours bien au programme, le budget 2023 en témoigne avec dix millions d'euros supplémentaires pour Elke Van den Brandt (Groen). Toujours au rayon mobilité, la (presque) gratuité (12 euros l'abonnement annuel, 1 euro l'abonnement mensuel) du réseau de la Stib pour les seniors de plus de 65 ans se confirme, en plus d'un gel des tarifs pour l'ensemble des usagers.

Le ministre Bernard Clerfayt (DéFI) n'est pas en reste avec une enveloppe similaire pour **renforcer la mise à l'emploi et la formation**.

Le ministre-président Rudi Vervoort (PS), le ministre du Budget Sven Gatz (Open Vld) et le secrétaire d'État à l'Urbanisme Pascal Smet (Vooruit) ne bénéficient pas de budget pour mener de nouvelles politiques, selon des informations à prendre avec des pincettes en raison de la rétention d'informations de la part de l'exécutif. Enfin, selon La Libre, le gouvernement bruxellois se serait accordé pour s'aligner sur le fédéral en **réduisant de 8% le salaire des ministres**.

Atterrissage difficile

Le gouvernement régional avait entamé son conclave budgétaire les 27 et 28 septembre avec l'objectif d'atterrir à la fin de la semaine dernière. Mais dans la "dernière ligne droite" vendredi, le ministre régional de l'Emploi **Bernard Clerfayt (Défi) a quitté les discussions parce que le budget inscrit était inférieur à ce qu'il jugeait nécessaire pour les titres-services**. Il a affirmé que 1.500 emplois d'aides-ménagères étaient ainsi menacés. Ce qui a été démenti par le reste du gouvernement. Après la reprise du travail en intercabinet ce lundi, un accord a été trouvé ce mardi.